

ÉTATS-UNIS

Les échanges commerciaux atteignent un pic historique en 2025, portés par l'aéronautique et la pharmacie

Porté par une hausse de 11 % sur un an et de 57 % depuis 2016, le commerce bilatéral franco-américain de biens et de services s'est établi à un nouveau record historique de 182 Md\$ en 2025, malgré un contexte commercial bilatéral incertain marqué par l'établissement de droits de douane entre les deux économies. L'aéronautique demeure le premier secteur d'échanges commerciaux de part et d'autre, les produits pharmaceutiques représentant le second secteur d'exportation pour la France en 2025 et les machines celui des exportations américaines. Les autres indicateurs confirment la profondeur et la résilience de la relation économique : les stocks d'investissements directs croisés atteignent pratiquement 525 Md\$¹ en 2024 (dont 70 % sont attribuables à la France), et près de 1,3 million d'emplois sont soutenus de part et d'autre de l'Atlantique par ces échanges, la France représentant le cinquième employeur étranger aux États-Unis.

Les échanges commerciaux, à leur pic historique, sont assez équilibrés, avec un excédent français sur les échanges de biens

Le commerce bilatéral de biens et de services franchit un pic historique à 182 Md\$ en 2025², en hausse de 11 % sur un an et de 57 % depuis 2016³. Les biens représentent environ les deux tiers (120 Md\$) du total et les services le tiers restant (62 Md\$). Après le creux temporaire de 2020 lié à la pandémie de Covid-19, les échanges se sont intensifiés : sur la décennie, les biens passent de 78 à 120 Md\$ et les services, de trajectoire plus régulière, de 38 à 62 Md\$. Au sein de l'Union européenne, la France est le 4^e partenaire commercial des États-Unis, avec 11 % des échanges entre l'UE et ces derniers.

La relation dégage un excédent en faveur de la France, concentré sur les biens (selon les données américaines utilisées). Les exportations françaises de biens vers les États-Unis (68 Md\$) dépassent les importations en provenance des États-Unis (51 Md\$), soit un excédent de 17 Md\$. Le commerce de services est également proche de l'équilibre : avec 32 Md\$ d'exportations françaises pour 30 Md\$ d'importations, il dégage un excédent de 2 Md\$. Au total, la France enregistre un excédent bilatéral de 19 Md\$, porté pour l'essentiel par les échanges de biens.

Les exportations françaises vers les États-Unis sont restées diversifiées, portées en 2025 par l'aéronautique (11,7 Md\$) et la pharmacie (11,5 Md\$), devant les machines (8,0 Md\$) et la chimie (4,6 Md\$, +17 %). La pharmacie affiche la plus forte croissance (+186 %), tandis que les œuvres d'art (2,9 Md\$, +27 %) et les pierres précieuses (2,6 Md\$, +28 %) progressent également. Cette tendance qui apparaît dans les données américaines pourrait être ponctuelle et s'expliquer par un *front loading* sur le secteur pharmaceutique. Malgré un recul lié aux droits de douane, le luxe et l'art de vivre, qu'il s'agisse des boissons et spiritueux (4,2 Md\$, -16 %) ou des parfums et cosmétiques (3,8 Md\$, -11 %), demeurent des piliers des exportations françaises.

Les importations françaises depuis les États-Unis sont également dominées par l'aéronautique (15,8 Md\$, soit 31 % du total, +35 % sur un an, devançant en volume les exportations françaises sur ce secteur), devant les machines (6,2 Md\$, soit 13 %). Les importations énergétiques américaines sont en forte hausse, reflétant le contexte énergétique mondial et la spécialisation américaine sur les hydrocarbures, post-guerre en Ukraine : le gaz naturel progresse fortement (4,6 Md\$, +66 %), tandis que le pétrole et ses dérivés reculent (4,4 Md\$, -30 %). La chimie, les instruments d'optique et médicaux, les métaux de base et la pharmacie complètent une relation industrielle étroitement intégrée.

Du côté des services, le transport et les voyages structurent les échanges dans les deux sens⁴. À l'exportation française, ils représentent 17,4 Md\$, soit plus de 55 % des services vendus aux États-Unis. Les voyages vers la France progressent de 25 % en 2024 (6,9 Md\$), sous l'effet du rebond touristique post-covid et Jeux Olympiques. S'y ajoutent les services financiers (3,3 Md\$, +39 % depuis 2022) et la propriété intellectuelle (2,9 Md\$), dont plus de 80 % relèvent de transferts intra-groupes. Concernant les importations françaises depuis les États-Unis, les secteurs les plus porteurs sont les services aux entreprises (5,4 Md\$), les voyages (5,2 Md\$, +9 %), le transport (4,6 Md\$, +13 %) ainsi que les télécommunications, l'informatique et les services d'information (3,1 Md\$, +17 %), ces derniers étant portés par les plateformes numériques et les services cloud américains (BEA, ventilation 2024).

Les investissements croisés soutiennent la croissance et l'emploi des deux côtés de l'Atlantique

Les investissements directs réciproques constituent un élément majeur de la relation économique bilatérale. Le stock d'investissements directs à l'étranger (IDE) français aux États-Unis représente 369 Md\$⁵. Ce stock est avant tout industriel : le secteur manufacturier en concentre plus de la moitié (201 Md\$, +72 % sur la décennie). Il est principalement porté par la chimie (106,8 Md\$, incluant une forte composante pharmaceutique), suivie de l'agroalimentaire (16,8 Md\$), des produits informatiques et électroniques (10,8 Md\$), puis des équipements de transport et machines (8,8 Md\$). Hors industrie, l'investissement se répartit principalement entre le commerce de gros (28,6 Md\$), les services professionnels et scientifiques (26,8 Md\$) et la finance-assurance (24,8 Md\$). Le stock d'IDE français a augmenté de 4,6 % en un an **et la France est le 6^e investisseur étranger aux États-Unis.**

Réciproquement, les États-Unis sont le premier pays étranger investisseur en France, avec un stock d'IDE s'élevant à 144,1 Md€⁶. En 2025, les États-Unis ont représenté 13 % des nouveaux projets d'investissement en France et plus de 11 500 emplois directs créés ou maintenus, dont 55 % dans la logistique et 18 % dans les activités de production⁷.

Tableau : Classement des pays en termes de stocks d'IDE entrants aux États-Unis, en Md\$

	Stocks	... dont industrie manufacturière
Japon	793	386
Canada	745	67
Allemagne	656	319
Royaume-Uni	635	400
Irlande	390	244
France	369	201

Source : BEA, 2024, par pays de l'investisseur ultime (sur la base des coûts historiques)

Les IDE croisés soutiennent près de 1,3 million d'emplois de part et d'autre de l'Atlantique. Les entreprises françaises emploient 782 000 Américains dans les 50 États⁸, ce qui place la France au 5^e rang des employeurs étrangers aux États-Unis et parmi les trois premiers dans 22 États ; l'industrie manufacturière en représente plus du quart, avec 222 000 emplois dans la chimie, les équipements électriques et le transport. Les implantations françaises les plus pourvoyeuses d'emplois se situent en Californie (75 000 emplois), au Texas (68 000) et dans l'État de New York (61 000). Réciproquement, les entreprises américaines employaient 523 400 personnes en France⁹.

Tableau : Les emplois associés aux IDE aux États-Unis en 2023, en milliers

	Emplois aux États-Unis	... dont industrie manufacturière
Royaume-Uni	1301,4	287,6
Japon	1026,4	574,5
Canada	970,1	166,2
Allemagne	925,1	322,4
France	781,9	222

Source : BEA, 2023, par pays de l'investisseur ultime

En 2023, les salariés américains des entreprises françaises percevaient une rémunération moyenne de 81 712 \$¹⁰, supérieure de 15 091 \$ au salaire moyen américain de 66 621 \$.

Au-delà des grands pôles économiques, la présence française couvre l'ensemble des 50 États américains.

Bien que la relation bilatérale s'appuie avant tout sur les États les plus dynamiques, la particularité de la relation tient à sa couverture exhaustive du territoire américain, au-delà des seuls grands pôles. Les premiers partenaires de la France en 2025 sont l'État de New York (plus de 14 Md\$ d'échanges, premier État fédéré partenaire), le Texas (12 Md\$), le New Jersey (9 Md\$), la Californie (7 Md\$) et la Pennsylvanie (7 Md\$)¹¹. Cette géographie recoupe celle de l'emploi : la Californie, le Texas et l'État de New York abritent les implantations françaises les plus pourvoyeuses d'emplois. **Toutefois, la France figure parmi les trois premiers employeurs étrangers dans 22 États et représente parfois une part déterminante du commerce extérieur d'États de poids économique plus modeste.** Elle compte ainsi pour près de 14 % du commerce extérieur de l'Arkansas (près de 2 Md\$), porté notamment par la ligne d'assemblage final et les opérations de maintenance de Dassault Aviation à Little Rock, et pour plus de 5 % de celui du Kentucky (plus de 8 Md\$ en 2025), où CFM International (coentreprise entre Safran et GE Aerospace) produit le CFM56, la famille de turboréacteurs la plus vendue au monde. Cette implantation territoriale repose plus largement sur de grands employeurs industriels présents dans la quasi-totalité des États, à l'image de Michelin, dont le siège nord-américain est établi à Greenville (Caroline du Sud) et qui exploite 36 sites de production aux États-Unis, ou de Schneider Electric, qui a annoncé en 2025 un plan de 700 M\$, le plus important investissement jamais réalisé par le groupe aux États-Unis.

Le Ministre Conseiller pour les Affaires Économiques

NOTES DE FIN

¹ Le total des stocks d'investissements directs croisés (près de 525 Md\$ à fin 2024) agrège le stock d'IDE français aux États-Unis, soit 369 Md\$ (BEA), et le stock d'IDE américain en France, soit 144,1 Md€ (Banque de France), converti en dollars au taux de change moyen de l'année 2024 de 1,0815 USD pour 1 EUR, soit 155,8 Md\$. La somme (369 + 155,8) s'établit ainsi à près de 525 Md\$.

² Données annuelles publiées en janvier 2026 sur USA Trade Online. Le périmètre « France » retenu inclut les territoires d'outre-mer, exclus du calcul initial disponible sur le site du BEA, ce qui porte le total des échanges bilatéraux à 182 Md\$.

³ L'ensemble des données est tiré de sources américaines, la majeure partie étant issue du Bureau of Economic Analysis (BEA). Les données utilisées pour les biens et services sont basées sur l'année 2025. Les données sur l'investissement sont publiées avec une année de décalage supplémentaire et se réfèrent donc à l'année 2024.

⁴ Données BEA sur les échanges de services : la valeur totale est disponible pour 2025, mais la ventilation par catégorie repose encore sur les données 2024, dernières disponibles à ce niveau de détail. [BEA Interactive Data Application](#)

⁵ Selon le Bureau of Economic Analysis (BEA), le stock d'investissements directs étrangers d'origine française aux États-Unis s'élevait à 369 Md\$ à fin 2024, après affectation au pays de l'investisseur ultime (UBO). Les données d'investissement sont publiées avec un an de décalage : les chiffres de référence portent donc sur l'année 2024. [BEA Interactive Data Application](#)

⁶ Selon la Banque de France, les États-Unis sont, après affectation au pays de l'investisseur ultime, le premier pays investisseur en France à fin 2024. Ces données reposent sur le principe directionnel étendu, qui classe les opérations selon le centre de décision économique du groupe, et la présentation en investisseur ultime est connue avec un an de décalage sur la présentation en contrepartie immédiate. [Focus : Les investissements directs | Banque de France](#)

⁷ Selon [Business France](#), les États-Unis sont en 2025 le deuxième investisseur étranger en France en nombre de projets, à l'origine de 238 projets (13 % du total), et le premier en emplois projetés, avec 11 501 emplois créés ou maintenus, soit 24 % du total recensé.

⁸ Selon le [BEA](#), les filiales américaines majoritairement détenues par des multinationales étrangères employaient 8,66 millions de personnes aux États-Unis en 2023, l'emploi étant ventilé par pays de l'investisseur ultime (*ultimate beneficial owner*, UBO) ; le Royaume-Uni, le Japon, le Canada, l'Allemagne et la France figurent parmi les premiers contributeurs. Le chiffre de 782 000 emplois soutenus par les entreprises françaises est issu de cette ventilation par pays d'origine ultime (BEA, statistiques 2023 publiées le 5 décembre 2025). Ces données d'emploi présentent ainsi un décalage d'un an par rapport aux données d'investissement, disponibles pour 2024.

⁹ Insee, « L'emploi en France sous contrôle étranger en 2023 », Insee Focus n° 368, novembre 2025 (Ésane, Lifi 2023). Les entreprises sous contrôle étranger employaient 2,3 millions de personnes en France fin 2023, soit 13 % des effectifs des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Les entreprises américaines en sont la première source avec 523 400 emplois, devant l'Allemagne (333 500) et la Suisse (263 400). La nationalité est déterminée par la localisation du centre de décision du groupe. [L'emploi en France sous contrôle étranger en 2023 - Insee Focus - 368](#)

¹⁰ Calcul effectué à partir des données BEA sur les activités des multinationales étrangères aux États-Unis (filiales bancaires et non bancaires majoritairement détenues) : rémunération des salariés (*compensation of employees*) par pays de l'investisseur ultime, rapportée aux effectifs employés, données 2023. La rémunération s'entend au sens large (salaires et avantages). [BEA Interactive Data Application](#)

¹¹ Calcul effectué à partir de USA Trade Online, l'outil de diffusion du Census Bureau, sur le périmètre France y compris outre-mer, en cumulant manuellement importations et exportations. Données à date de janvier 2026 ; les révisions de ces séries par État étant fréquentes, les chiffres sont susceptibles d'évoluer.